

Un débat historique pour la langue française

Sanda-Maria ARDELEANU

sanda_ard@yahoo.com

Université « Ștefan cel Mare » de Suceava (Roumanie)

L'Académie contre la langue française (2015) restera, sans doute et avant tout, un beau manuel du discours polémique, où des voix célèbres s'affrontent « à la française » sur le sujet le plus cher aux Françaises et aux Français, à savoir le français, leur langue maternelle.

Paru sous la direction d'Éliane Viennot, ce livre de linguistique, rédigé par Maria Candea, Yannick Chevalier, Sylvia Duverger et Anne-Marie Houdebine, avec la collaboration d'Audrey Lasserre, est unique tant par l'histoire, vraie, d'une « querelle » des plus grands savants, académiciens, linguistes, politiques « en fonction » en France à partir des années '80 jusqu'aujourd'hui au sujet de la domination dans la langue, que par la rhétorique et le style d'une « bataille » pour le mot dans la grande guerre pour la langue française qui dure depuis, voilà, trois siècles et demie.

Cette fois-ci, la bataille est menée sur le terrain de la « féminisation » dans la langue française et les deux armées sont représentées par l'Académie française, contre la féminisation, d'un côté, avec ses alliés d'une partie de la presse, et les membres de la fameuse Commission de terminologie relative au vocabulaire concernant les activités des femmes (1984), représentée par la ministre déléguée Yvette Roudy et l'écrivaine Benoît Groult (allaient en être membres : au titre des politiques, Yvette Roudy, Michelle Coquillat et Benoît Groult ; au titre de l'administration, deux membres de chaque ministère; au titre des experts linguistes et sous la direction d'Anne-Marie Houdebine : Michelle

Bourgouin, Nina Catach, Edwige Khaznader, André et Jeanne Martinet, Josette Rey-Debove, Jackie Schön).

L’imaginaire linguistique des auteurs crée un texte-métaphore, à forte empreinte discursive, où l’Académie, persuadée de détenir la vérité, est « Le Saint-Siège », les principes réformateurs deviennent « Les offenses », les principes académiques sont « Les points de doctrine », les déclarations officielles, « Les Bulles », les dissertations des académiciens portent le nom d’« Exégèses », les lettres aux autorités, « Les suppliques » et les énoncés anti-féminisation les plus saillants forment « Le chapelet des perles ». Les signataires du livre décrivent cette dispute comme une « guerre sainte menée contre l’égalité des sexes et contre la langue française par nos illustres immortelles ». (p.11)

Les auteurs de cette excellente recherche sur la langue dans sa synchronie dynamique, avec une perspective diachronique sur les faits sociolinguistiques, partent de la prémisse que le langage non discriminant ouvre un ample chantier et que le dossier du langage non sexiste est sur la table des spécialistes. Les arguments linguistiques les plus forts en sont :

- le féminin s’exprime de plus en plus souvent à l’égal du masculin ;
- les nouvelles formes extensives se répandent ;
- l’accord de proximité est réintroduit ;
- le masculin ne l’emporte plus sur le féminin dans le cas des métiers.

D’ici découle la formulation des principaux principes de la féminisation proposés par les réformatrices de la langue française, à savoir : « combler les lacunes de l’usage de la langue française et apporter une légitimation des fonctions sociales et des professions exercées par les femmes » (p. 65) ; « établir un inventaire des lacunes du vocabulaire français en tenant compte des besoins manifestés par les usagers ; proposer des termes nouveaux pour les féminins, dont la féminisation apparaît impossible ; proposer des titres nouveaux lorsqu’il n’existe pas de féminins aux titres masculins ; répondre à la demande de féminisation des noms de professions afin d’éviter le sexisme dans les offres d’emploi ; faire des propositions nécessaires pour éviter que la langue française ne soit porteuse de discriminations fondées sur le sexe. » (art.2) (p. 65-66).

La visée politique de la démarche est tout à fait claire : faire progresser l’égalité des sexes par l’emploi de termes de fonctions et de métiers déclinés selon le genre. D’ailleurs, la droite et la gauche politique, ainsi que la francophonie y sont invoquées, tour à tour, dans leur positionnement face à la féminisation :

- l’élection de François Mitterand (1981), l’élection de Léopold Sédar Senghor, le premier Africain à l’Académie, la création de la Commission de terminologie relative au vocabulaire concernant les activités des femmes suscitent les réactions de l’Académie contre les innovations dans la langue qui trahissent un point de vue sur les transformations dans la société ;
- « Le coup le plus douloureux vint toutefois du « protecteur » Valéry Giscard d’Estaing qui fit souffler sur la France un vent de modernisation [...] Visiblement, la droite moderne possédait des relais à l’intérieur de

l'Institut et elle se voyait confortée par les pressages délivrés par le pouvoir » (p. 39)

- « La rancune tenace des immortels [s'est dirigée] envers le général de Gaulle. « À quoi bon seriner *Françaises, Français*, puisque *Français* suffirait ?, répètent-ils, visant ainsi très explicitement l'inventeur de la formule et le responsable de l'accès des Françaises au statut de citoyennes » (p. 38)

- « La plus déstabilisante pour elle [l'Académie] fut certainement la décision des francophones de passer à l'action sur le terrain de la langue. [...] Dans un numéro marquant des *Cahiers du GRIF*, symboliquement intitulée « Parlez-vous française ? », l'écrivaine et philosophe belge Françoise Collin écrivait, par exemple, en 1976 : « L'Académie (faite d'hommes) est la gardienne de cette momification du français » (p.41)

- « Les grands pays francophones assez sûrs d'eux pour surseoir aux diktats de l'Académie ont depuis longtemps pris leur parti de son entêtement et ils ont y creusé l'écart avec la France. » (p. 61)

- Maurice Druon, le secrétaire perpétuel de l'Académie, dénonce en 1998 l'idéologie socialiste qui « fiche la France en l'air et la langue française en même temps. » (p. 74)

- Ségolène Royal prononça en janvier 1998 la phrase suivante : « Il faudra que les académiciens s'habituent » (p. 70). C'était comme une sentence que la gauche et les féministes utiliseront dorénavant dans ce combat qui est loin de voir sa fin.

Les réponses de l'Académie aux « attaques » de la Commission étaient toujours les mêmes : « le genre grammatical n'a rien à voir avec le sexe » ; le masculin genre « neutre » ou « non marqué », a la capacité de représenter les deux sexes ; « féminiser c'est dévaloriser » ; « féminiser, c'est compliqué (« dira-t-on la recteuse ou la rectrice ou la rectoresse? ») » ; « nul ne peut régenter sur la langue » ; « changer la langue, c'est dangereux » ; « les fonctions, ça doit rester neutre » ; « l'ambassadrice, c'est l'épouse de l'ambassadeur » ; « sans parler de l'insupportable écrivaine » ; « les femmes sont contre » ; « la mode vient d'Amérique » ; « c'est ridicule ».

Maurice Druon, Jean Dutourd, Alain Peyrefitte, Georges Dumézil, Jean Guilton, Jean-François Revel, Marc Fumaroli signent des textes officiels adressés aux instances présidentielles ou gouvernementales, des répliques médiatiques ou d'autres points de vue de l'Académie.

Les membres de la Commission de 1984, par la voix de l'une des auteures, Anne-Marie Houdebine, conçoivent des règles et des principes qui témoignent surtout de l'état de réflexion sur la langue française (p. 68) :

1. le français peut produire des féminins pour toutes les activités ;
2. les substantifs féminins désignant des métiers, fonctions, qualités... dérivent de termes masculins ;

3. les masculins authentiques (ex. : *auteur*) peuvent être féminisés par l'emploi du déterminant (*la, une, cette, l'*) et l'accord des termes qui les accompagnent ;

4. les princesses et les pauvresses sont des espèces en voie de disparition.

« Toute langue fonctionne sur un système grammatical qu'il ne faut que quelques années pour maîtriser lorsqu'on est enfant, et dont le genre des mots désignant des humains fait partie. Au-delà de ce système que nous respectons tous et toutes sans même en avoir conscience, la langue est ce que nous en faisons. Pratique sociale, culturelle, symbolique, elle est intimement liée à nos vies, à nos choix, à notre identité, à nos engagements. Élitistes ou égalitaires, conservatrices ou innovantes, les conceptions que nous avons de notre langue et les usages que nous en faisons témoignent de la diversité de nos positions et de nos idéaux politiques, mais aussi de sa vitalité propre et des marges de manœuvre qu'elle nous laisse. Nous avons besoin d'être éclairés par différents avis, mais non qu'une prétendue autorité nous dise comment parler » (p. 63).

Voilà une belle redéfinition de la langue et un point de vue que j'ai trouvé commun aux deux armées.

L'Académie contre la langue française, 2015,
sous la direction d'Éliane Viennot,
avec la contribution de Maria Candea, Yannick Chevalier,
Sylvia Duverger, Anne-Marie Houdebine, Audrey Lasserre, éditions IXE.